

page 5

éditorial

PRE

Ce n'est pas un soubresaut : l'affaire ukrainienne est en passe de modifier profondément les rapports politiques entre acteurs d'un continent qui croyait avoir réussi, au début des années 1990, une transition relativement pacifique d'un système à l'autre.

L'Ukraine pèse lourd : par sa position géopolitique, son importance démographique, ses potentialités économiques. La Russie, elle, effectue sa deuxième rentrée en scène (après la Syrie), comme puissance étrange mais inévitable, quand les maîtres occidentaux du jeu international affectaient depuis deux décennies de la tenir pour marginale, voire négligeable. Cette Russie-là, qui vit dans un monde bien différent des perceptions américaines (l'affirmation de la puissance globale) ou européennes (l'imaginaire d'un monde post-puissance), fonctionne dans l'actuelle crise selon une triple logique. La récupération, autant que faire se peut, d'éléments de puissance perdus – au premier chef autour d'elle ; la défense d'un certain type de pouvoir, mi-autoritaire mi-démocratique, qui s'accommode mal d'intrusions occidentales sous le drapeau des « valeurs universelles » ; le jeu, parfois habile, de cartes en nombre limité mais sur des terrains où la force de l'adversaire occidental ne peut se déployer toute.

Autour de la Russie s'organise un ballet d'impuissances. Après avoir beaucoup parlé, et contradictoirement, l'Union européenne (UE) se fait muette. Martyr honni des régimes autoritaires, elle avance en temps calme à petits pas, vêtue de candeur démocratique et de valeurs d'ouverture, pour disparaître par gros temps. Où sont passées les organisations multilatérales : l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) censée incarner l'Europe post-1990, le Conseil de l'Europe, garant du droit des Européens sur tout le continent ? L'Organisation des Nations unies (ONU), elle, a franchement coupé la communication. Reste bien l'Amérique, prompte à sermonner et à sanctionner, mais elle est si lointaine, si étrangère, en réalité, aux embrouilles européennes auxquelles elle aimerait appliquer ses méthodes simples – avec l'efficacité qu'on connaît...

On a voulu voir l'Europe de ces deux dernières décennies comme le laboratoire d'un monde postmoderne. Il ne serait pas étonnant qu'elle soit demain celui d'un retour à la modernité, *via le come back* des nations. Dans un monde qui se déstructure sous le double effet de l'ouverture mondialisante et de l'émergence de nouveaux pôles de puissance, on assiste simplement au retour, au moins transitoire, des rapports de force et des équilibres de puissance. D'une manière moins dangereuse sans doute qu'en 1914 : le xx^e siècle nous a tout de même dotés de quelques systèmes freinant le glissement à la catastrophe intégrale. Mais il va falloir négocier à nouveau en Europe, de puissances à puissances, pour retrouver une stabilité : nous repasserons peut-être au même endroit de la spirale, mais à un niveau différent.

Dans le marchandage qui va s'ouvrir sur l'Ukraine, sur l'organisation du continent à redéfinir avec une Russie revenue dans le jeu, que pèseront les Européens de l'Ouest ? Ils ne pourraient peser qu'à trois conditions. Qu'ils organisent, enfin, leur politique de l'énergie, pour faire en sorte que leur dépendance vis-à-vis de la Russie – qui durera – soit pensée et limitée, et non plus subie et anarchique. Qu'ils prennent conscience que nous ne sommes pas entrés dans une ère postnationale et postguerrière, que les rapports de force, y compris militaires, comptent ; et que donc la démilitarisation technique et morale qu'acceptent la plupart des pays de l'Europe est suicidaire. À défaut d'une défense européenne mal partie, au moins pourrait-on renforcer le *caucus* européen dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), à un moment où les États-Unis sont fortement tentés de regarder ailleurs. Enfin, c'est aux grandes nations d'Europe particulièrement concernées par les rapports avec Moscou qu'il revient de définir une politique commune : reconnaissance du poids et du rôle de la Russie sur le continent et adoption des termes d'une manœuvre commune.

Qu'ont démontré, au final, les dernières élections européennes ? Que les peuples européens restaient différents et qu'ils votaient en fonction de leurs situations respectives, renvoyant l'identité politique européenne à son statut de pur concept. L'intégration selon une logique fédérale reste une idée : elle s'est fracassée sur des élargissements qui ont multiplié les divergences et dessiné des institutions communes illisibles par les peuples. Aujourd'hui, une volonté européenne ne peut sans doute se reconstruire qu'à partir des creusets de démocratie qui existent : les nations, les États. Les derniers – et remarquables – progrès dits « fédéraux », comme le contrôle budgétaire ou l'union bancaire, sont-ils autre chose que des produits de la volonté politique des États, qui demeurent maîtrisés par cette dernière ? Mais comme l'UE compte près de 30 pays souverains, le regroupement des plus lourds, ou des plus décidés à formuler des politiques communes, à la fois en interne et à destination de l'extérieur, paraît inévitable. Dans un continent en pleine redéfinition, l'architecture politique et institutionnelle de l'Union est directement mise en cause par cette année 2014, qui réunit défis internes et diplomatiques.

Loin en apparence de l'affaire ukrainienne, *Politique étrangère* consacre son dossier au(x) problème(s) kurde(s)¹. La question est ici envisagée sous l'angle du recensement des bouleversements qu'ont connus ces dernières années les différentes communautés kurdes, et comme un concentré des

1. Ce dossier fait écho à une conférence co-organisée par l'Institut français des relations internationales (Ifri) et l'Institut du monde arabe (IMA), sous la direction de Dorothee Schmid.

problèmes posés par les recompositions à l'œuvre dans la région. La guerre américaine de 2003 en Irak a conduit à l'autonomisation du Kurdistan irakien, mais les frontières internes de ce dernier demeurent floues, comme ses rapports à l'État central – en particulier pour l'exploitation et la vente de pétrole, cette dernière détériorant les relations Bagdad/Ankara. En Turquie même, la stratégie politique du Parti pour la justice et le développement (Adalet ve Kalkimna Partisi, AKP) a débouché sur une nette ouverture vis-à-vis des Kurdes, mais dans des manœuvres que les rapports de force internes rendent souvent contradictoires et mal lisibles. En Syrie, le pouvoir tente de neutraliser l'espace kurde pour déployer ailleurs son action militaire. L'ensemble de ces jeux se compliquant des rivalités politiques kurdes elles-mêmes, des rapports divergents à la « revendication d'État » des différentes communautés.

Le problème kurde concerne certes d'abord un peuple, ou des populations demeurées divisées à la suite des décisions prises voici un siècle dans la tourmente associée à la Première Guerre mondiale. Mais il éclaire aussi ce que l'on pourrait considérer aujourd'hui comme la crise paradoxale du nationalisme. Notre temps connaît bien un retour des nations, mais pas forcément dans un cadre multilatéraliste pacifiant. La déstructuration du champ international leur donne un nouvel espace, les fait rêver ici et là de puissance... Mais inversement, nombre d'États, faillis, minés par leurs contradictions, se défont – et parmi eux d'aussi importants pour les équilibres régionaux que l'Irak ou la Syrie. L'ensemble du système semble donc chanceler : la gloire des nations n'est pas si simple.

politique étrangère